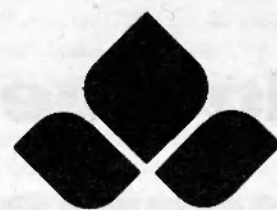


royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



**nationalisations, décentralisation:
on les jugera
aux actes**



18 JUIN AU 1er JUILLET 1981 - 11ème année - N° 340 - 4,50 F

(M 2242 - 340 - 4,5 F)

la querelle du cosmopolitisme

Nous avons reçu la lettre suivante de Guy Scarpetta réagissant aux «Idées» de Ghislain Sartoris dans le numéro 336 de «Royaliste».

Cher Monsieur Sartoris,

Je ne vois décidément pas où vous pouvez pressentir la «subtile apologie» du giscardisme dans mon «Eloge du Cosmopolitisme» : à propos de l'attitude giscardienne devant Kaboul, du voyage à Varsovie, de la position de l'ex-gouvernement sur la participation française aux Jeux Olympiques, de l'appréciation portée par l'ex-pouvoir sur Camp David, ou de la réduction de la culture au «patrimoine», il y a dans mon livre des pages fort claires, ouvertement critiques. «Pas un mot contre Giscard», écrivez-vous : c'est faux. pourquoi mentir ainsi à vos lecteurs ?

Mais passons sur cela (je préfère penser que vous m'avez mal lu, pour éviter tout procès d'intention). Car votre article touche à une question de fond, à propos de laquelle il faudrait, à mon sens, engager un véritable débat, hors de tout procédé polémique. Vous remettez en cause ma conception de la langue comme «convention» : je croyais quant à moi que la thèse de l'arbitraire du signe était chose admise depuis Saussure, soit depuis presque un siècle. S'il me faut préciser : il va de soi que le rapport singulier qu'un sujet entretient avec sa langue peut être un rapport de «dépendance» (et donc référé à une «mère» ou à une «nature», dans l'imaginaire : cela semble être votre propre attitude). Mais je vois mal en quoi cela infirmerait la thèse, que je soutiens, selon laquelle un certain nombre d'écrivains, de Pound à Joyce, de Kafka à Beckett, d'Artaud à Sollers, auront voué leur vie à rompre cette dépendance, à dénuder l'illusion de ce lien imaginaire, à s'arracher à l'aliénation de l'appartenance.

Même type de problème à propos de la «nation» : excluez-vous Breton et les surréalistes de la culture pour avoir dénoncé «l'abjecte capote bleu horizon» ? Voulez-vous Flaubert aux gémonies pour avoir affirmé que la «nation» serait bientôt un archaïsme, «comme la tribu» ? Décrocherez-vous des musées les tableaux de Pollock en lui reprochant d'avoir soutenu que «les problèmes fondamentaux de la peinture moderne sont indépendants de toute question de nationalité» ? La culture qui nous resterait après ces coupes sombres risquerait fort d'être assez irrespirable. Mieux vaut admettre que le lien à la «na-

tion», comme le lien à la «langue», n'est en rien un lien «naturel», et que l'attitude cosmopolite (qui ne nie pas les «différences» ou les «identités», mais les multiplie) n'est pas le monstre que vous suggérez.

Etrange que vous citiez Pound pour appuyer votre «querelle», lui qui plus qu'aucun autre aura mêlé et mélangé les cultures, et interdit, dans sa sublime polyphonie, qu'on confonde les conventions et les réalités. Sans doute fallait-il vivre l'expérience d'une langue maternelle attachée à un autre continent pour vivre jusqu'au bout, comme il le fit, l'impossible quête d'une origine introuvable, parce que toujours déjà déplacée, décentrée, multipliée...

Encore un effort pour être vraiment catholique, me conseillez-vous. Merci. Mais je croyais que «catholique», précisément, cela signifiait «universel». L'apôtre Paul (excusez-moi d'avoir à le rappeler) n'était pas l'homme d'une «identité nationale» unique : à la fois juif, hébreu, et citoyen romain, son christianisme lui permit de dépasser ces limites, ou plutôt de se définir autrement - notez qu'il sut jouer de cette multiplicité d'identités, à l'occasion, et sut adresser le Message à tous, et en toutes langues, sans se laisser borner par ses «origines». J'enregistre quant à moi comme un signe majeur, à l'encontre du fourvoiement de l'Eglise dans les nationalismes crispés, que Jean-Paul II ait su renouer avec cette longueur d'onde ancienne (qui fut aussi celle de saint Bernard, par exemple : voyez l'admirable livre de Duby sur la question). Oui, il n'est pas indifférent que le Pape actuel soit polyglotte, ouvert à toutes les nations, et que l'Esprit de Pentecôte, délivrance de la malédiction de Babel, souffle partout où il passe. Notez aussi que les *avions* de Jean-Paul II, par exemple, se nomment le «Dante Alighieri» ou le «Saint Patrick». Or Dante, ce fut le premier «citoyen du monde» (il l'écrivit en toutes lettres), celui qui, dans *La Divine Comédie*, excéda toute obsession d'origine, de «langue naturelle» (lisez la saisissante séquence de la rencontre avec Adam, dans le *Paradis*) ; quant à saint Patrick, vous n'ignorez sans doute pas qu'il n'avait rien d'irlandais, qu'il était gallois, homme de déracinement et d'errance évangéliste, qu'il se distinguait lui-même de «ceux qui n'ont jamais changé de langue depuis leur enfance» : «notre discours et nos paroles», écrivait Patrick, «sont d'une langue étrangère»...

Dois-je aussi signaler qu'à l'heure où les émigrés de la deuxième génération, nés en France, sont scandaleusement expulsés comme «étrangers», qu'à l'heure où le racisme envers la population immigrée prolifère et où l'antisémitisme recommence à frapper, un mot d'ordre comme «la France aux Français» me semble absolument intolérable ?

Bien cordialement
Guy Scarpetta

Et Ghislain Sartoris répond :

*Cher Monsieur,
Vous faites de l'Un trop vite. Vous négligez les intermédiaires : les personnes et les relations, les formes du monde.*

La langue n'est pas une convention. Saussure, le siècle après lui, l'approbation générale, n'y feront rien.

A l'enfant l'on n'apprend pas à parler avec ordre et méthode, il accepte la langue comme un don en acceptant la communauté (sa mère) et les soins qu'elle lui témoigne (l'amitié). Le rapport du sujet à sa langue n'est pas «référé à une mère dans l'imaginaire». Tout homme vient au monde dans le corps de sa mère. Nous en venons à parler parce que les autres nous parlent, une machine audiovisuelle ne peut pas remplacer la parole amicale que l'enfant imite. C'est pourquoi l'on peut dire à bon droit que la langue est naturelle (non convenue) et maternelle (reçue de nos parents, par leur personne, par leur voix).

Saussure a mélangé le rapport du son à l'idée et le rapport du nom aux choses. L'un est donné et l'on ignore son origine, l'autre est arbitraire (coutumier ou personnel) mais en relation avec la nature des choses.

Je ne confonds nullement nature et origine.

Etre français est un accident, de naissance, «naturel», ni nécessaire ni contingent. C'est une condition de la personne. La langue française est l'actuelle condition d'existence. Nous ne pouvons pas ici penser sans corps, ni sans langue particulière. La langue est reçue de nos pères et mères, pleine de formes et de fables, tissée des paroles des morts. Elle est aussi la forme «humiliée» du Verbe divin. Cela est vrai de chaque langue. L'Evangile se dit

en chaque langue. L'universel est présent sous la forme restreinte, sous la condition humble de chaque langue. Alors il est universel concret. Celui que vous visez est abstrait, comme l'universel négateur des formes du monde chez Hegel.

Au delà des formes particulières de la Parole, c'est Dieu. Et, dit saint Bernard, «Dieu est notre patrie». Aussi est-il vrai que l'homme est un exilé, un errant, non libre de l'erreur, in via ; et vrai que nos paroles, en regard des noms de la langue divine, «sont d'une langue étrangère». Mais l'exil est singulier, il est exil de cette personne. La langue française m'est comme identique, m'est étrangère aussi ; comme l'allemand était cher et étranger à Kafka, l'américain à Pound, le latin à saint Bernard. L'appartenance est charnelle. Les «accidents» ne sont pas des liens imaginés ou délirés par une substance abstraite.

Même réflexion sur l'appartenance à la nation. Et : non pas multiplier, mais accroître l'intensité, la densité.

*Pound est l'auteur de *Patria mia*. Il a dit «Je n'ai jamais renié ma patrie». Il a beaucoup traduit, c'est à dire approprié. Sollers a trop menti quand il «faisait» la Chine.*

Dante dit de Florence : «le lieu où il m'a été donné de vivre» ; c'est la condition, que l'on peut haïr ou aimer, non en rejeter la responsabilité.

Le graffiti «La France aux Français» m'est totalement étranger.

J'ai écrit «subtile apologie d'une Europe selon Giscard». Je reconnais qu'il y a dans votre livre des attaques contre «la mouvance giscardienne» ; j'ai eu tort de ne pas préciser davantage en disant : «pas un mot contre l'Europe, contre Giscard, je visais l'Europe, et par là Giscard, non autrement. Vous ne dites rien des dangers de l'Europe, projet de certains totalitarismes. La forme nouvelle du fascisme, c'est à dire du mépris des personnes par la terreur et la violence et par l'apologie du travail, je crains qu'elle ne passe par l'internationalisme, qui devra d'abord être européen : hégélo-fasciste.

Bien cordialement,
Ghislain Sartoris

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

nationalisation ou étatisation ?

Les droites (R.P.R. et U.D.F.), déconcertées par leur échec aux présidentielles et désormais « unies » sous la houlette de M. Chirac, semblent n'avoir plus comme programme que la peur. Dès lors, la querelle des nationalisations revient tout naturellement sur le tapis. Que devons-nous craindre ? Que pouvons-nous espérer ?

Lors du face à face qui s'est déroulé entre les deux tours, M. Giscard avait développé ses éternels arguments en ces termes (aujourd'hui repris par le maire de Paris) : « A partir du moment où tout le système de crédit est un système étatique, où la moitié de l'activité industrielle est étatique, c'est une économie socialisée, il faut le savoir » (1). L'argument porte, si l'on s'en tient aux apparences. La nationalisation, réclamée par les socialistes, de neuf groupes industriels (2) et des banques privées ferait passer à 50% le pourcentage de chiffre d'affaires de l'industrie française réalisé par le secteur nationalisé. Mais M. Mitterrand avait su replacer le débat sur son véritable terrain : « Lorsqu'il y a un secteur important où la concurrence a cessé d'exister, c'est à dire où le grand capital a dévoré de petites et moyennes entreprises, je pense qu'il appartient à la nation d'intervenir... je voudrais enfin rappeler qu'en France c'est la Gauche, en effet, qui nationalise... mais c'est la Droite qui étatisé. La bureaucratie c'est vous qui l'avez faite. »

Si l'on pose le problème dans les termes choisis par la droite, on ne peut qu'être effrayé. Mais les vraies questions à soulever sont les suivantes. Dans quel cas nationaliser ? Quelles modalités retenir ? Et surtout à quoi veut-on aboutir ?

Dans quel cas nationaliser ? En effet il ne s'agit pas d'appliquer une recette magique, mais de faire face à des difficultés qui se présentent :

- lorsqu'un groupe se trouve en situation de monopole (la sacro-sainte concurrence si chère aux libéraux ne jouant plus)
- lorsque l'initiative privée a fait faillite dans des secteurs vitaux (pensons à la sidérurgie par exemple)
- lorsque les grandes orientations industrielles du pays et donc son indépendance, risquent d'être uniquement définies par des groupes de pression dont le seul but est le profit.

S'il n'est effectivement pas

dans la vocation de l'Etat de se transformer en entrepreneur, il est des circonstances où il ne peut jouer les Ponce-Pilate.

Quelles modalités retenir ? La mise en place d'une bureaucratie envahissante et irresponsable constitue bien sûr, l'écueil à éviter (mais il suffit d'avoir travaillé dans un grand groupe privé pour se rendre compte que le secteur public n'en a pas l'apanage). Il s'agit donc de fixer les principaux objectifs à des équipes restreintes et de les laisser ensuite exercer leurs responsabilités, le contrôle n'étant effectué qu'a posteriori.

A quoi veut-on aboutir ? Ici, le problème n'est plus économique, mais humain. Les socialistes veulent faire du secteur public « le pilote du changement social, le terrain d'élection d'une dynamique de la prise de responsabilité collective et individuelle. » En un mot, ils veulent le mettre « au service du pouvoir des travailleurs ». Comment le feront-ils ? B. Renouvin déclarait (3) : « Nous sommes aussi favorables à l'autogestion, mais elle ne saurait être planifiée, contrairement à ce que propose M. Chevènement; il faut que les travailleurs soient libres d'inventer leurs modes de participation... »

Les socialistes sauront-ils le comprendre ?

Pour l'heure, ils n'en sont qu'aux déclarations d'intention (4). L'arme de la nationalisation ne vaut que par l'utilisation qui en est faite. Nous jugerons le nouveau Président et ses partisans sur leurs actes.

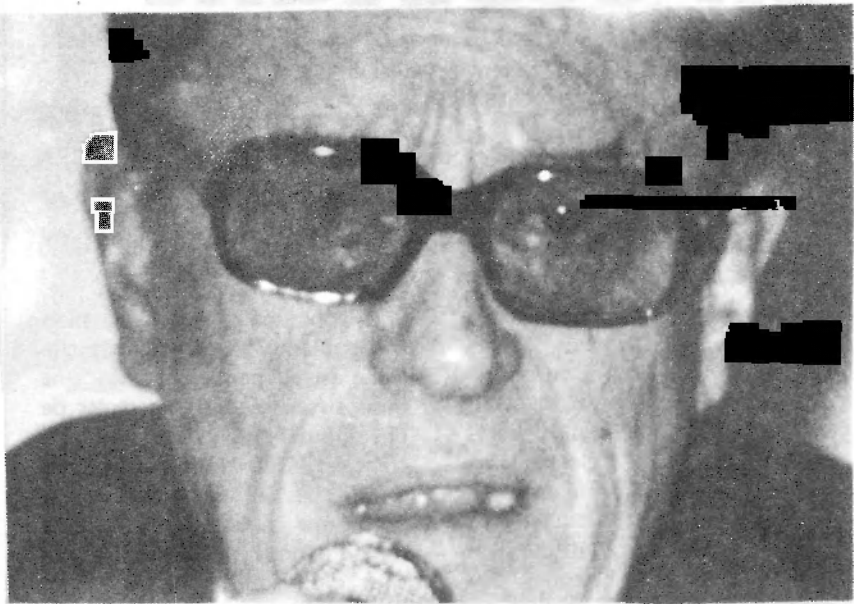
A. SOLARI

(1) Les répétitions ont été volontairement maintenues, pour respecter les termes exacts du candidat sorti.

(2) Il s'agit de Dassault, Roussel-Uclaf, Rhône-Poulenc, ITT-France, Thomson-Brandt, Péchiney-Ugine-Kuhlmann, St Gobain-Pont-à-Mousson (et sa filiale C II-Honeywell Bull) et de la Compagnie Générale d'Electricité, auxquels s'ajoutent la partie armement de Matra et la partie nucléaire de Creusot-Loire.

(3) *Le Monde*, entretien du 20 février 1981.

(4) Il faut cependant relever cette curieuse réponse du général Mitterrand (Président de la SNIAS et frère du chef de l'Etat) à un journaliste d'Europe 1 : « Je ne suis pas sûr que les nationalisations soient d'une urgence capitale et d'un intérêt fondamental. » Cette opinion est-elle purement personnelle ?



Faut-il avoir peur des nationalisations comme François Ceyrac ?

les deux crises

Sur le marché des changes, la tempête risque-t-elle de balayer le franc ? Le gouvernement Mauroy va-t-il connaître une retentissante faillite ? On le suggère ici et là, comme si on le souhaitait secrètement. Face aux mauvais vents de panique, il convient de garder la tête froide : s'il y a crise du franc, elle ne provient pas seulement de l'élection de François Mitterrand.

Tout d'abord, la situation n'est pas catastrophique : comme Mauroy le soulignait, il a été moins dépensé en devises depuis sa nomination que dans les dernières semaines du gouvernement Barre (qui, il est vrai, devait affronter une moindre confiance après le premier tour des présidentielles). Sans doute, depuis le 10 mai, cette confiance s'est-elle encore atténuée et la Banque de France doit-elle continuer à vendre des devises. Encore doit-on nuancer, car il faut analyser la tenue du franc à la fois dans le Serpent monétaire européen et par rapport au dollar. Or le franc se tient bien dans le Serpent, puisqu'il se situe maintenant au-dessus du plancher et un peu au-dessous de la parité. Donc la Banque de France n'est pas obligée de sortir autant de devises qu'on pouvait le redouter.

Reste la situation du franc par rapport au dollar, qui est effectivement préoccupante. Mais la crise touche toutes les autres monnaies européennes, en raison de la montée rapide du dollar depuis janvier : la livre, par exemple, connaît de sérieuses difficultés. Il ne faut pas non plus oublier les taux d'intérêts très élevés (22%) qui sont pratiqués aux Etats-Unis, ce qui représente un grand attrait

pour les capitaux placés en Europe et qui, transformés en dollars, vont se placer outre-Atlantique. Conclusion : dans l'offensive monétaire actuelle, ce n'est pas le seul franc qui est attaqué, mais l'ensemble des monnaies. Et la question qui se pose n'est pas celle de la « compétence » du gouvernement socialiste, mais de l'impérialisme américain.

Contre cet impérialisme, il n'y a malheureusement pas grand-chose à faire dans l'immédiat - sinon aller se plaindre à Washington comme l'a fait Claude Cheysson au début du mois. Pour le reste, le gouvernement a pris les mesures indispensables, contraignant les entreprises exportatrices françaises à rapatrier leurs créances (ce qui a permis de compenser une partie de nos pertes), et exigeant que les entreprises n'achètent des devises qu'au moment de régler leurs factures. C'est là un contrôle des changes très sain, qui a permis d'enrayer la spéculation.

Tels sont les éléments d'analyse qui devraient empêcher certains de semer la panique : un gouvernement giscardien aurait dû, lui aussi, affronter l'impérialisme du dollar. Mais nous aurions alors entendu parler de fatalité ...

Yves LANDEVENNEC

en écoutant "radio-figaro"

La bataille des radios libres est commencée. Et peut-être déjà perdue.

Au lendemain de la désignation du gouvernement Mauroy, « Libération » confiait à l'un de ses rédacteurs un sujet « bateau » : l'écoute des différentes radios libres émettant sur Paris. Cela nous valait un article légèrement pontifiant, bien dans le ton du nouveau « Libé », mais le fait était bien exprimé : inaudibles, bavardes, peu professionnelles, pas politiques, les radios-libres, ce n'est pas ça. S'il ne fallait en dénoncer qu'une nous citerions « Radio-Tomate » (94,5 MHz, les jours fériés) pâle copie des émissions de « W-RTL ». Mais voici que naît une radio « différente », qui « donne la priorité à l'information », qui émet sur Paris et sa plus large banlieue, en modulation de fréquence stéréo, avec une perfection égale à celle de « France-Inter », supérieure à celle de la très officielle « Radio 7 ». « FM 103-Radio Alpha » a commencé à émettre sur 103 MHz le vendredi 5 juin. Nous avons écouté de la très bonne musique de variété française, une interview d'un globe-trotter à bicyclette, des renseignements pratiques lus par une douce voix féminine comparable à celles auxquelles nous ont habitués les « radios de service » mises en place par Radio-France. Et soudain, le choc : « FM 103-Radio Alpha, priorité à la musique française, priorité à la France » (depuis que Chinaud à « mal à la France » le soupçon vient vite... des giscardiens ?). Voici les « informations » lues par

une voix mâle, agressive, mais bredouillante : « Quand le socialisme est au pouvoir... ». Suit une mise en cause dans les règles de l'irresponsabilité des syndicats français. (Ciel ! le Front national de JM Le Pen ou le P.F.N. ont donc une radio libre ?). Mais bientôt nous reconnaissons la voix d'un journaliste du « Figaro-magazine » et on nous annonce un éditorial d'Alain Griotteray (1) pour le lendemain...

Le samedi matin nous donne droit à une version parlée du « Figaro-madame » : « Comment faire son lait démaillant avec des concombres achetés sur le marché », rubrique gastronomique (fleurant déjà la publicité ?) et les premiers disques anglo-saxons, du jazz, de la musique des années 20 : « Radio-Alpha » n'a pas vocation à la marginalité. On apprend qu'elle émet de Charenton dont M. Griotteray est le maire et où il est candidat à la députation. Aujourd'hui pas de communiqués incendiaires, juste de petites informations politiques, avec un semblant d'équilibre donnant une vague impression d'objectivité ; des rubriques bien traitées, visite chez un directeur de galerie, l'histoire de l'éventreur du Yorkshire racontée à la manière de Pierre Bellemare ; les noms des journalistes sont maintenant annoncés, et un numéro de téléphone donné.

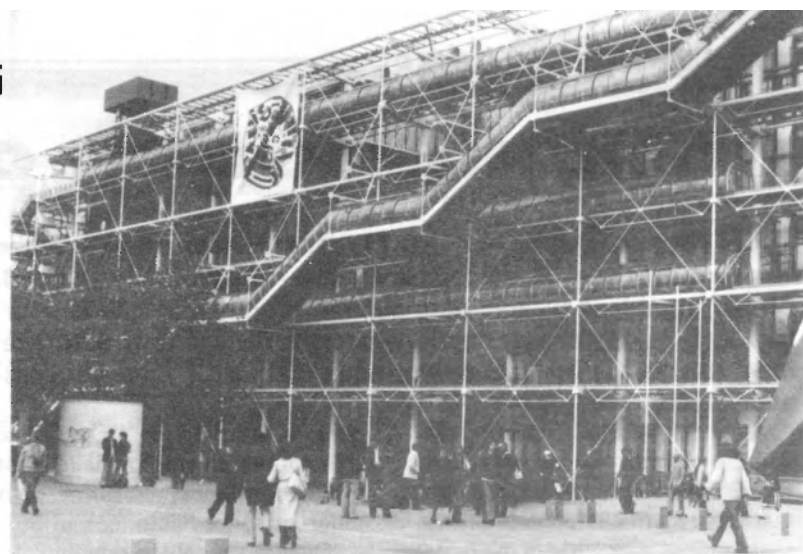
Dimanche matin. Légères traces de brouillage, ne gênant pas trop l'audition. Alain Griotteray, l'éditorialiste, est de plus interviewé : « Pourquoi vous présentez-vous ? ». Les « informations » locales annoncent ses permanences électorales.

Alors, opération électorale d'un candidat dynamique ? L'importance des moyens mis en œuvre fait pencher vers une autre hypothèse : Radio-Hersant ?

Et si la bataille des radios libres était déjà perdue ?

F.A.

(1) Alain Griotteray est l'un des éditorialistes du « Figaro-magazine ».



une culture coincée entre l'argent et l'opinion

culture : rompre avec l'argent

La nomination de Jack Lang au ministère de la Culture n'a pas été une surprise. Associé de longue date à l'élaboration du projet socialiste pour la culture il n'a pas caché son intention de donner un nouveau cours à la politique culturelle du président sorti.

Interrogé récemment (1) sur ce qu'il souhaitait dans le domaine culturel, Pierre Boutang a répondu en guise de conclusion que tout son programme était implicitement contenu dans « L'Avenir de l'Intelligence » de Maurras. Cet ouvrage écrit au début du siècle dernier reste en effet d'une brûlante actualité. Maurras s'interrogeait sur l'avenir de la culture française laminée, massifiée par un Or anonyme et irresponsable. Une culture coincée entre l'Argent et l'Opinion ou pour quelques écrivains de talent on comptait des milliers de vendeurs d'idées.

Le septennat écoulé n'est venu que confirmer ce constat. Comme le crie Boutang « Toute la communication et la diffusion des idées sont tenues et détournées par l'argent ». Après l'empire Hersant c'est un nouveau consortium culturel qui s'est créé en décembre 80 avec le rachat par Matra du groupe Hachette. Hachette-Matra est devenu le premier groupe français de la communication liquidant ainsi un peu plus l'indépendance intellectuelle et financière de l'édition française. Ainsi dans notre société il suffit d'acheter des actions en Bourse pour que tout d'un coup la culture française passe sous la coupe d'un fabricant de missiles et d'horlogerie. Pour remédier à ce danger Maurras pronait une politique d'alliance avec des forces personnelles et responsables qui permet-

trait de s'affranchir de la tyrannie de l'Argent. Forces qui ne peuvent s'épanouir que dans un régime décentralisé. Cette politique implique obligatoirement une rupture de l'Etat avec les puissances de l'Argent, dont la nationalisation et le démantèlement partiel de Matra serait un exemple.

Le programme culturel du nouveau ministre semble en prendre le chemin. Celui-ci, outre quelques mesures ponctuelles bienfaites comme la suppression du décret Monory sur la vente des livres et la révision du projet de la Villette, veut restaurer l'esprit d'initiative en décentralisant. C'est en créant des contre-pouvoirs sur lesquels les cultures régionales pourront s'appuyer que la culture française pourra retrouver ses lettres de noblesse. Avec une logique implacable Jack Lang a même assuré que son ministère « dépérirait » au fur et à mesure que sa politique s'accomplirait. « L'Etat, dit-il, ne sera plus le gestionnaire et le bienfaiteur tout puissant. » Est-ce concevable dans une société où l'Or est roi ? La fin du « règne des marchands » ne peut faire l'économie d'une puissance politique distincte de l'opinion et de l'argent. Mais rompre avec l'Argent est une des premières conditions pour libérer l'intelligence.

Hubert BOCQUILLON

(1) Le Quotidien de Paris, mardi 2 juin.

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

pour une cohérence diplomatique

«L'élection de François Mitterrand peut favoriser l'éclosion de multiples centres de décisions dans le monde, mettre un terme à la bipolarisation de la politique internationale et conférer un poids nouveau aux nations qui se situent entre Washington et Moscou.» Ces propos tenus le 31 mai dernier par le nouveau conseiller des Affaires extérieures de l'Elysée traduisent-ils les ambitions réelles de la nouvelle diplomatie française ?

Si la situation économique et sociale apparaît comme la priorité du gouvernement mis en place après la victoire de François Mitterrand, son projet diplomatique n'a pas jusqu'à présent été clairement défini, si ce n'est par une rupture de ton.

UNE HYDRE DIPLOMATIQUE

Il est vrai que la diplomatie gaullienne et même pompidolienne nous avait habitué à une conduite plus directive des affaires. Il semble, au vu des nominations, que le Président de la République ait eu le souci «d'équilibrer» les sensibilités et les susceptibilités —criante au sein du Parti socialiste sur les problèmes de politique étrangère.

Cinq hommes en effet se partagent des attributions dans ce domaine, sans compter le Président lui-même qui, sous la Vème, devrait impulser très largement la politique à suivre. Ainsi le ministre des Relations extérieures qui exerce désormais les fonctions dévolues jusqu'à présent au ministre des Affaires étrangères et au ministre de la Coopération est connu pour sa sensibilité atlantiste et européenne. Comment se partagera-t-il le travail avec les ministres délégués : André Chandernagor pour les Affaires européennes et Jean-Pierre Cot pour la Coopération ? Comment l'action extérieure s'articulera-t-elle avec le secteur de Michel Jobert qui de 58 à 61 se consacra aux problèmes de coopération internationale et qui en 73-74, comme ministre des Affaires étrangères de Georges Pompidou, s'attira les sarcasmes des spécialistes de politique étrangère du P.S. ? Le nouveau ministre du Commerce extérieur, qui n'est pas lié par des réflexes partisans, fera-t-il bon ménage avec Régis Debray dont les prises de position tranchées et l'image de marque en Amérique latine ne faciliteront

sans doute pas les relations économiques avec le sous-continent ? Si l'arbitrage présidentiel ne se fait pas sentir très vite, nos partenaires et nos concurrents commerciaux pourraient profiter de cette faiblesse structurelle de la diplomatie mitterrandiste.

D'autant que la nouvelle équipe part avec un lourd handicap : reconstruire sur des bases différentes les relations avec les super-grands. «La France giscardienne», expliquait au «Monde» (1) un responsable de l'administration américaine, était très appréciée à Was-



hington, pour ce qui touchait notamment au Golfe persique et à l'Afrique (...) On pouvait compter sur elle, elle avait une volonté politique et les moyens matériels d'agir. » Désormais on craint outre-Atlantique une attitude moins «active» ou qui n'irait pas dans le sens souhaité, en particulier vis-à-vis de l'Afrique du Sud ou de l'Amérique centrale.

Habitée par Giscard à une France qui se bornait à être une puissance régionale dont la présence dans le tiers monde (en Afrique principalement) était celle d'un gendarme diligent, empressé à rendre service; la diplomatie américaine verra sans doute d'un mauvais

œil les initiatives de Paris dont elle ne serait pas à l'origine. La visite de Claude Cheysson à Washington a-t-elle fait tomber ses préventions ? Les déclarations du Président français après la visite d'Helmut Schmidt à l'Elysée à propos des missiles américains stationnés en Europe avaient déjà largement entamé le pessimisme américain sur l'avenir des relations entre les deux capitales. De même que le flou soigneusement entretenu sur l'arrêt de la construction de l'obus à neutron sur lequel les dirigeants socialistes sont loin d'être tous d'accord.

UNE PUISSANCE «CONCEPTUELLE» ?

Dans ce domaine de la défense, la cohérence et la confiance sont les premiers atouts de notre dissuasion. Sans vouloir donner les donneurs de leçons Michel Jobert pourra rappeler à ses collègues ce qui se passa en 1973, alors qu'il exerçait les fonctions de ministre des Affaires étrangères. A cette époque l'Australie, bientôt suivie par la Nouvelle-Zélande déposait une requête auprès de la Cour internationale de La Haye contre la France qui pratiquait des essais nucléaires dans le Pacifique. Cette tentative australienne d'abuser de petits pays par une campagne «moralisatrice» avait été mise en échec grâce aux fermes instructions alors données aux fonctionnaires du Quai.

Aujourd'hui, en revanche, l'hésitation de quelques jours, voire de quelques heures, qui a présidé à la décision d'interrompre, puis de poursuivre pour «réfléchir et pour sonder» est bien la pire des attitudes irresponsables au moment même où notre diplomatie doit s'affirmer face aux grands sur la scène internationale.

Pourtant, comme l'écrit Thierry de Beaucé (3) : «Pour la France telle qu'elle est, le prestige culturel, une diplomatie active, des valeurs politiques exemplaires ont plus d'effet que ses chars ou ses

ogives militaires.» Ce rôle de «puissance conceptuelle» qui proposerait au monde les moyens de le changer est-il incompatible avec une volonté d'indépendance militaire fermement maintenue ? Aucunement. La politique gaullienne s'est toujours appuyée sur deux impératifs : l'indépendance comme moyen et comme modèle de résistance réaliste aux ambitions hégémoniques des grands. Nul besoin dans ces conditions d'afficher les grands principes des droits de l'homme vis-à-vis de l'Afrique du Sud et pas vis-à-vis de l'Union Soviétique. Cette constance de l'indépendance diplomatique a permis un renversement naturel de l'opinion du tiers monde à l'égard de notre pays, entraînant un rayonnement de la France qui dépassait largement les frontières historiques de la colonisation pour s'attacher à l'Amérique latine (espagnole ou américanisée), au Moyen-Orient (zone d'influence britannique) ou à l'Afrique australe précisément. Voulons-nous voir d'autres empêcher les bienfaits de ces efforts déjà quelque-peu relâchés sous le septennat précédent ?

Il faudra attendre, pour se prononcer définitivement, les prochains déplacements du chef de l'Etat, notamment sa première visite en Israël. Notons qu'il aura fallu attendre plusieurs semaines avant que le chef de l'Etat daigne parler du peuple palestinien et de ses droits. Au crédit du Président il faut souligner toutefois qu'il a incontestablement plus que son prédécesseur le souci de l'Histoire et du rôle de la France dans l'internationale des nations.

Giscard nous avait contraints à ne plus percevoir la France que comme une nation à la retraite dont l'ambition ultime eût été de gérer au mieux un lourd héritage que lui-même ne comprenait pas. Certes, disait-il, elle aurait eu sa place, parfois, dans des secteurs ou pour des missions où son génie propre se serait exprimé... avec une muselière. Mais ce rêve mortel a cessé de nous habiter depuis un certain jour de mai. Souhaitons que ce rêve ne soit pas contagieux.

François MOULIN

(1) Le Monde 31 mai 1981

(2) Michel Jobert dans ses Mémoires d'avenir souligne que cette campagne intervint au moment où la France et les Etats-Unis «prenaient des chemins opposés».

(3) Thierry de Beaucé -Le désir de guerre-. Voir page 10.

ils nous jugent

Notre enquête sur la N.A.R. vue par des personnalités extérieures (voir «Royaliste» 337, 338, 339) se poursuit par la publication du témoignage de Roger Pannequin, ancien dirigeant de la résistance dans le Nord-Pas de Calais, et ancien membre du Comité central du Parti communiste.



Roger Pannequin interviewé par Arnaud Fabre

Royaliste : Roger Pannequin, nos chemins se sont souvent croisés. Que pensez-vous aujourd'hui de la N.A.R. ?

Roger Pannequin : Ce qui m'a d'abord intéressé dans votre démarche, c'est qu'elle venait d'hommes et de femmes qui essayaient de voir les problèmes d'une façon différente de celle d'autrefois. Il y a quelques années, lorsqu'un homme de mon âge entendait parler de Nouvelle Action Royaliste, il évoquait le passé du royalisme, et plus précisément l'Action française. Et les hommes de ma génération qui ont milité dans ce mouvement ont été très marqué par la droite et l'extrême-droite. Or j'ai rencontré chez vous des hommes qui, tout en se réclamant du royalisme, voyaient les choses tout autrement.

Par exemple, j'ai trouvé très intéressante votre analyse de la bourgeoisie. Moi qui suis de formation marxiste, j'ai tendance à voir dans la bourgeoisie une classe qui a eu un rôle moteur dans l'histoire et qui serait appelée à déperir. Or vous concevez la bour-

geoisie comme un classe d'usurpateurs. Avant d'approcher votre action, il me paraissait possible de concevoir la bourgeoisie comme une usurpation du pouvoir royal. Mais vous, vous définissez la bourgeoisie comme usurpatrice du pouvoir populaire, comme la classe qui s'est mise en travers de la

roger pannequin :

«vous définissez la bourgeoisie comme usurpatrice du pouvoir populaire ...»

volonté populaire. Vous avez en effet bien montré que la bourgeoisie ne laissait pas le peuple choisir ses représentants, mais lui proposait des hommes pour qu'ils soient choisis. C'est ce qui s'est passé sous la République radicale, sous la Quatrième comme sous la Cin-

(suite)

quième République. Partant de cette conception de la bourgeoisie comme écran entre le peuple et le pouvoir, votre projet de représentation populaire me paraît novateur.

Le second aspect qui m'a intéressé, c'est la façon dont vous vous êtes situés par rapport à un mouvement authentiquement populaire qu'on peut appeler schématiquement le mouvement de gauche. Vous auriez pu être tentés par une position d'attente. Mais bien, qu'il y ait au fond de votre pensée la volonté de dépasser la droite et la gauche, je constate que, par rapport à la gauche, vous ne vous êtes ni situés en adversaires, ni en étrangers. Au contraire, vous essayez de comprendre ce qui se passe dans le mouvement populaire.

Troisième point : votre avenir, votre place dans la vie politique. Je crois que vous pouvez jouer un rôle plus large que celui d'un cercle d'études si vous demeurez un mouvement vraiment contestataire. Vous pouvez en particulier apporter dans le domaine de l'histoire des classes sociales en France un autre point de vue que celui de Marx, et fournir de nouveaux éléments d'analyse. Ensuite, il me paraît important que vous développiez votre contestation légale du pouvoir de la bourgeoisie.

Enfin, vous me semblez beaucoup vivre et réfléchir grâce à la personnalité du comte de Paris. Vous avez actuellement la chance que votre Prince soit le comte de Paris. Mais je me demande si vous aurez toujours cette chance. Vous bénéficiez d'une très forte personnalité, qui a joué un rôle important dans notre histoire et qui est resté au yeux de la plupart des Français -qu'ils soient républicains, laïques, de droite ou de gauche- un homme courageux qui n'a pas fui les conditions de l'histoire de son pays, mais qui les a, au contraire complètement assumées. Mais ne serez-vous pas gênés quand le comte de Paris aura disparu ?



le candidat et ses enfants dans le XIVème, rue

Je me pose la question sans vous demander de réponse. Le comte de Paris est venu dans une période historique et il a su assumer, comme je vous le disais, le rôle qui a été le sien. Personne ne peut affirmer que ces circonstances historiques se reproduiront. Je sais bien que le but de votre mouvement ne saurait être, pour beaucoup de raisons, une restauration. Et je crois que la ligne la plus solide pour vous est celle du recours que pourrait être le comte de Paris dans le cadre de nos institutions. Cette situation de recours me paraît beaucoup plus forte que celle de prétendant à une restauration : le peuple n'y est pas prêt.

Cela dit, votre critique de l'Etat jacobin est très forte. On ne fera jamais croire à un Flamand comme moi qu'il n'est pas un Français. Sinon il se fâche ! Mais on ne l'obligera jamais à se considérer comme un parisien. Le problème est le même pour tous ceux qui ont une histoire régionale et qui se reconnaissent dans la France, à condition que la réalité régionale soit elle-même reconnue. Mais l'histoire bourgeoise a laissé dans les esprits l'idée que la monarchie était un pouvoir centralisé et autoritaire. Là aussi, votre travail d'explication doit être poursuivi, pour bien montrer que votre conception n'est pas celle d'un pouvoir centralisé.



Jaguerre

Royaliste : Ni celle de nouvelles féodalités ...

Roger Pannequin : Sans doute. Mais j'attends la réforme régionale du nouveau gouvernement avec beaucoup d'espoir. Dans le Nord tout particulièrement, nous en avons assez de la centralisation et d'une pollution qui ne date pas d'hier. Le Nord a toujours été sacrifié, et il en a par-dessus la tête du pouvoir central. Alors, tout ce qui sera fait dans le domaine de la décentralisation sera une bonne chose, même si cela doit être amendé par la suite. Il faut certainement craindre les nouvelles féodalités, mais il faut d'abord supprimer les préfets.

Sur ce point, vous aurez à préciser votre conception de l'Etat dans une société décentralisée. La solution, pour moi, est l'autogestion. Mais laquelle ? Et comment redonner aux citoyens le sens de leurs responsabilités à tel point qu'ils puissent avoir un langage direct avec le représentant de la communauté nationale ? Si vous concevez le Prince comme l'authentique représentant de cette communauté, les choses seront plus simples car un véritable représentant du peuple doit lui rendre des comptes.

propos recueillis
par Arnaud Fabre

REPORTAGE

Jacques Thibau en campagne...

Jacques Thibau n'est pas un politicien professionnel. c'est la première fois qu'il est candidat aux élections législatives.

Expérience nouvelle et passionnante, difficile aussi : la circonscription, représentée jusqu'à présent par le R.P.R. « musclé » Yves Lancien (fondateur des Comités de Défense de la République en 1968) est réputée « ingagnable ». Mais rien n'est joué. Le climat politique a changé et il n'est pas impossible que la vague du 10 mai fasse chanceler les situations les plus solides.

Nos lecteurs connaissent Jacques Thibau, ancien directeur de la deuxième chaîne de télévision : auteur, notamment, de « La France colonisée », il avait bien voulu nous accorder un entretien (Royaliste 312). Il a également participé à nos Journées royalistes aux côtés de Michel Jobert, Philippe de Saint Robert et Roger Garaudy. Gaulliste conséquent, il combattait depuis 7 ans le pouvoir établi. Il se présente aujourd'hui dans le XIVème arrondissement de Paris avec le soutien du Parti socialiste. Intéressés par cette candidature originale, nous sommes allés trouver Jacques Thibau dans sa permanence. Il a bien voulu nous confier ses impressions et ses analyses.

Ce qui frappe le candidat Jacques Thibau, qui passe son temps en discussions dans les rues et sur les marchés, c'est que sa campagne ne se heurte à aucun réflexe de peur. Cette peur, sur laquelle la droite fonde tous ses espoirs, n'existe en fait que dans certaines castes, où l'on songe avant tout à préserver intérêts matériels et privilèges. Ailleurs, c'est-à-dire dans la grande majorité de la population, on est partagé entre l'espoir et le scepticisme : on voudrait le changement, mais on se demande s'il est vraiment possible.

Le « changement ». Mot magique, aux effets parfois euphorisants. Il ne s'agit pas de l'adhésion au contenu d'un programme puisque, en dehors du problème des droits de succession et de celui de l'école libre, les gens ne se posent guère de questions sur les propositions précises. Simplement, on croit ou on ne croit pas au « changement ». Mais « il n'est pas contradictoire de croire au changement sans s'intéresser au programme,

explique Jacques Thibau. Cette attitude indique que l'élection du Président de la République est considérée comme le phénomène fondamental, l'essentiel reposant sur la personne et l'action du Président. »

Quant à l'argumentation adverse, celle du candidat de l'U.N.M., elle passe mal. Selon Jacques Thibau, « la dénonciation de la participation communiste au gouvernement ne rencontre aucun écho. Le thème du « collectivisme » est éculé. En fait, l'argument principal de l'U.N.M. - mélange contre-nature de chiraquiens et de leca-nuetistes - est le rééquilibrage de la majorité présidentielle par la majorité parlementaire. Mais, là encore, l'idée est mal reçue : chacun sait - la droite l'a répété pendant 23 ans - qu'une majorité parlementaire est nécessaire au Président de la République. Aussi redoute-t-on en général le désordre que créerait un divorce entre le législatif et l'exécutif ».

Et les problèmes du quartier ? Là encore, les résultats du 10 mai peuvent avoir une influence : même si elle est efficace, et dans le

Jacques Thibau :

« le thème du collectivisme est éculé ... »

XIVème ce n'est pas le cas, l'action du député dépend de la majorité qui se trouve au pouvoir. Ce dont Yves Lancien a profité peut donc se retourner contre lui. Il reste que le siège est difficile à conquérir : le 10 mai, Giscard a eu une large majorité dans le quartier ; à tel point que, logiquement, Lancien devrait l'emporter au premier tour. Mais la logique du « changement » peut modifier le cours des choses...

Après avoir brièvement évoqué les questions de comptabilité électorale, Jacques Thibau en vient à

ce qui est, à ses yeux, l'essentiel. Ce qu'il constate chaque jour sur le terrain, c'est « le rejet de la notion de modernité obligatoire ». Cela signifie que la majorité des gens ne croit plus à la nécessité de se soumettre au modèle américain, à l'esprit multinational, à la loi de la division internationale du travail. Les Français que je rencontre ne disent pas les choses ainsi, mais le fait est là : la vénération pour la « modernité » a disparu, peut-être depuis un certain temps, sans que l'on s'en soit rendu compte jusqu'au 10 mai. Car l'effet Mitterrand, c'est peut-être avant tout cela : la victoire de l'humanisme français, le candidat socialiste apparaissant comme la contre-image de la modernité giscardienne dont une majorité des Français ne veut plus. »

Pour celui qui avait dénoncé dans « La France colonisée » les ravages de l'impérialisme économique américain et les divers aspects d'une profonde aliénation culturelle, il y a là un fait porteur d'espoir, la possibilité pour la France d'exister pleinement à nouveau.

Quant à l'avenir du gaullisme, Jacques Thibau ne le voit pas s'incarner nécessairement dans une nouvelle organisation. Pour lui, l'important est que l'esprit du gaullisme s'affirme, par delà les questions électorales, à la fois dans les institutions et dans la politique du nouveau pouvoir. Il croit, comme Michel Jobert, qu'il n'y a qu'une politique extérieure possible pour la France et que, aujourd'hui, quels que soient le passé des hommes et leurs sentiments, c'est cette politique qui s'imposera dans les faits, au lieu de fournir des thèmes de discours sans lendemain.

Jacques Thibau, quant à lui, est heureux de pouvoir défendre ses idées, dans la pleine fidélité à ce qu'il a toujours affirmé et sans faire aucune concession. Cette action droite dans le passé, cette rigueur dans le présent lui permettent de bénéficier du soutien sans réserves des militants socialistes du quartier - ce qui n'est pas toujours le cas pour les candidats qui ont reçu l'investiture du P.S. sans appartenir à ce parti ...

B. LA RICHARDAIS

les années lumière

« Les années lumière », le dernier long métrage d'Alain Tanner constitue une rupture par rapport à ses précédents films.

D'abord parce que l'action ne se situe pas en Suisse (son pays d'origine) mais en Irlande; ensuite parce que le scénario n'est pas inspiré d'un fait divers mais d'un roman dont l'histoire se déroule en l'an 2000; enfin et surtout parce que la fiction s'organise autour d'un décor et non pas autour d'un ou plusieurs personnages.

D'ailleurs, d'entrée de jeu, le cinéaste annonce la couleur par un long plan-séquence pré-générique où l'on voit un vieillard sortir d'un garage, dans lequel résonnent des cris d'oiseaux, monter dans une dépanneuse, démarrer puis disparaître à l'horizon. Suivent alors, pendant le générique, un plan d'ensemble sur un garage et un cimetière de voitures et quelques plans fixes sur des paysages typiques du Connemara. Une fois le décor posé, les personnages font leur apparition.

Yoshka Poliakoff, la soixantaine, vit seul, dans un garage abandonné au bord d'une route peu fréquentée. Au village le plus proche, personne ne sait ce qu'il fabrique et tout le monde le laisse pour fou. En fait, depuis 15 ans, Yoshka étudie les oiseaux car il veut voler et quand il estime que son projet est sur le point d'aboutir il cherche un disciple à qui léguer tout son savoir et sa fortune avant de disparaître à des années lumières dans de lointaines galaxies. L'élue sera un citadin de 25 ans, qui décide de quitter la ville pour aller vivre dans les collines auprès de Yoshka.

Dès lors, commence pour lui une longue initiation. Pour voir s'il mérite sa confiance, le vieux le soumet à une série d'épreuves, l'humilie, l'insulte, l'affame jusqu'au jour où, poussé à bout et incapable de comprendre ce que désire Yoshka, Jonas met le feu au cimetière de voitures et tente de s'immoler au milieu. Mais le vieillard le sauve.

Désormais des liens nouveaux unissent les deux hommes. Les rapports entre le maître et son élève apparaissent sous un nouveau jour : Yoshka, le maître, ne veut ni ne peut expliquer ou apprendre quoi que ce soit à son disciple : Jonas a des ressources inexplo-

tées, mais c'est à lui de les découvrir; Yoshka ne peut que le guider. A la différence du système scolaire actuel où l'élève est passif d'un bout à l'autre de son parcours initiatique, Jonas participe à son éducation.

Le film est bâti sur l'opposition entre la ville (représentée comme un lieu de débauche) et la nature. Nous retrouvons ici l'importance des décors et des paysages remarquablement photographiés. Tanner a filmé les éléments en mouvement : les montagnes qui changent de couleurs en fonction du ciel; la tempête devant laquelle les deux protagonistes s'extasient; la brume et l'arc en ciel... De sorte que le spectateur ne s'identifie pas aux personnages, mais à ce qu'ils ressentent.

Dans « Les années lumières », Tanner rompt avec les personnages auxquels nous avions habitué ses premiers films : qu'il s'agisse de *Charles, mort ou vif*, de *La Salamandre* ou encore de *Mesidor* où dès le début les héros se révoltaient contre la société imposée par la prospérité suisse, trouvaient, un moment, le salut dans la fuite mais qui, dans leur quête d'absolu, échouaient. Jonas, lui, réussit, non sans mal, là où tous les autres ont échoué : après une dernière soumission à la ville, il retourne dans les montagnes pour poursuivre l'œuvre de Yoshka.

Patrice LE ROUE

l'épée dans le roc

Avec son dernier film, « Excalibur », John Boorman, nous ramène très heureusement au merveilleux légendaire de l'épopée du roi Arthur et des chevaliers de la Table Ronde.

Tournées en Irlande, dans l'une des rares forêts de chênes existant encore en Europe, les très belles images de cette attachante réalisation permettent d'oublier les inégales libertés prises avec le mythe arthurien.

Excalibur, l'épée merveilleuse est le symbole d'un pouvoir laissé vacant par les entredéchirures des clans celtes en cette première moitié du VI^e siècle. Pour préparer la paix, l'enchanteur Merlin remet à Uterpendragon (Uter à la tête de dragon) l'arme magique, qui lors de la mort de ce dernier, se trouvera laissée plantée dans un rocher. Seul, le futur roi des Celtes, Arthur, fils de Uterpendragon et protégé de Merlin, pourra l'en délivrer et ainsi, essayer de devenir le serviteur de la justice avant de créer l'ordre des chevaliers de la Table Ronde.

Sang vermeil et chaud des blessures ouvertes dans les combats, galops sous les arbres en fleurs, pénombres des mystères, eau tranquille dans laquelle dort la Dame du Lac, or du soleil, sont les couleurs et le contexte poétique de l'accomplissement d'une destinée tendue vers la recherche de la vérité.

Connaissance de la vérité, légitimité du pouvoir, exigence de l'amour et de l'honneur, sont les valeurs fondamentales du monde

arthurien.

Un monde incertain, à cheval entre deux ères. Celle de Merlin, incarnation d'un lien sacré entre les forces profondes, prodigieuses, merveilleuses ou maléfiques de la nature et l'humanité et celle du mariage sacré d'Arthur et de Guenièvre et de la quête du Graal. Précisément John Boorman suggère assez bien les inquiétudes de Merlin face à l'émergence chrétienne. Déjà, l'ermite ne côtoie-t-il pas la Parole ? Bientôt, la Croix ne va-t-elle pas orner les boucliers au lieu et place du bestiaire fantastique ? Et puis la Table Ronde, symbole solaire autour duquel se réunissent rituellement les chevaliers avant de repartir vers l'aventure héroïque ne devient-elle pas le mystique point de départ vers la quête du Graal ?

De fait, le film traduit opportunément cette communion entre le fantastique et le mystique, quitte peut-être à ne pas avoir suffisamment appréhendé la dimension très spécifique de Perceval. Ce qui nous amène à souhaiter voir Boorman s'intéresser à un Yvain le chevalier au Lion, par exemple.

Et nous donner ainsi, une nouvelle belle réalisation, comme l'auteur de « Zardoz » et de « Délivrance » a déjà su le faire.

Hugues TROUSSET



BON DE COMMANDE

Nom : Prénom :

Adresse :

.....

.....

commande exemplaires de « La révolution tranquille » et verse pour cela F ci-joint à l'ordre de « Royaliste », CCP 18 104 06 N Paris.

Tarif (frais de port compris) : 1 exemplaire : 44 F, 3 exemplaires : 99 F, 5 exemplaires : 155 F, 10 exemplaires : 215 F.

IDÉES

Voici un livre dédié à Clavel et au siens -cela seul suffirait à attirer notre attention- et qui ne provoque que dédains ou critiques. Parfois même une colère mal contenue. Pourtant, l'érudition torrentielle de son auteur devrait lui valoir quelque estime. L'objet de son étude, l'âge des lumières, devrait imposer assez de distances avec notre fin de siècle pour que la passion des luttes présentes ne vienne troubler une réflexion «intemporelle». Justement, le livre de Michel Le Bris n'est pas intemporel. Ce tableau saisissant qu'il fait d'un XVIIIème siècle restitué brusquement dans ses contrastes et sa vérité quelque peu effrayante vient se jeter avec violence à la figure de notre modernité. Tout montre, en effet, que nous n'en sommes pas sortis, que nous en vivons, et que nous nous épuisons dans la contradiction, où ce siècle nous a laissé démunis.

Inutile de présenter Michel Le Bris. Cet animateur du gauchisme le plus pur, ce meneur de toutes les luttes d'il y a dix ans est sans doute parmi les gens de sa génération un de ceux qui ont tenté avec le plus d'obstination de comprendre non seulement leur échec, mais l'enjeu d'aujourd'hui. Le Bris l'a fait par une remise en cause radicale. Absolu dans sa révolte des années soixante, il n'a pas renoncé à l'absolu qui est ce point de trouée d'autotranscendance avait dit Clavel - par quoi il y a l'homme. C'est pourquoi on le vit s'engouffrer dans la brèche romantique avec son «homme aux semelles de vent» qui défie après quelques années l'épreuve du temps. Cette brèche, c'était celle du grand voyage intérieur, d'une nouvelle quête du Graal, qui fasse sauter tous les obstacles à la liberté, ménage un espace à l'expansion du rêve et de la voix du cœur et laisse l'espoir d'un salut.

Son nouveau livre «Le paradis perdu» est l'étude d'une infinie précision de ce par rapport à quoi le romantisme du XIXème siècle fut une délivrance pour beaucoup. C'est sans aucun doute, là qu'est le scandale insupportable. Le XVIIIème siècle reste dans la mythologie de la gauche le grand siècle d'émancipation intellectuelle, celui du triomphe de la Raison et du grand combat mené contre l'obscurantisme et les superstitions. Il est aussi celui de l'émancipation humaine, celui qui annonce les droits de l'homme... la laïcité, le progrès, bref tout ce dont la IIIème République a enseigné aux enfants des écoles... ce que j'ai cru voir réapparaître dans la pompe un peu désuète de la liturgie du Panthéon.

Que Michel Le Bris nous donne sur ces lumières une lumière qui les confonde, il y a de quoi déchaîner bien des colères, d'autant plus que son étude est à mon sens imparable. Il connaît son XVIIIème siècle parfaitement et l'on admire la somme incroyable d'ouvrages qu'il a dû assimiler pour pouvoir nous promener avec autant de certitude tranquille dans les méandres du siècle. Quelles heures passées aussi dans les musées pour déchiffrer l'énigme des visages ! Cruelle épreuve, impitoyable : cette époque de grâces, de légèreté, de sentimentalité est celle qui fait l'expérience du néant. Derrière toutes ces minauderies, il y a la perte du visage. Donner une petite idée de l'enquête de Le Bris sur le visage à travers toute la peinture du XVIIIème siècle et des conclusions métaphysiques qu'il en tire suffirait au compte rendu de son livre pour en montrer toute la force.

par
gérard
leclerc



le paradis perdu

Ce qui se perd à travers l'art du portrait c'est l'énigme de la présence, celle d'Autrui : «Un moi qui n'est pas moi me fait face dans le monde, comme la limite absolue d'une prise de possession - et ce point de butée à l'expansion du regard, cette «zone interdite» aux entreprises de la connaissance se révèle, au principe même de la connaissance, condition de toute parole.» Voir un visage, dit Lévinas, c'est déjà entendre le «tu ne tueras point». Justement voilà ce qui disparaît sans les frénésies d'apparence, dans la fugacité de l'instant.

Il faut retenir ici ce jugement sur les pastels de La Tour : «Dans l'intensité presque insoutenable de l'instant restitué sur la toile se donne un univers et l'on reste ébloui par cette habileté à toujours suggérer l'extrême mobilité des traits. Mais que l'on place pourtant plusieurs toiles côte à côte et tout change d'un coup, chaque portrait apparaît immobile, chaque sourire une grimace, chaque expression une attitude et l'évidence alors de cet allègement de la matière qu'impose le pastel conduit presque au vertige tant l'on peut mesurer, et d'un seul regard, qu'il n'est plus rien ici qui retienne la permanence d'une identité.» Le sujet humain s'est perdu dans l'aventure, il n'est plus que l'objet d'une sensation éphémère : «Je» n'est personne, «je» est n'importe qui.

Il ne faut pas s'étonner que ce siècle pleurnichard soit incapable d'amour. Il oscille entre les jeux qui s'avèrent redoutables du libertinage et ceux de la sensiblerie. Philosophiquement, la «personne» n'est pas pensable dans une pensée enfermée dans le piège de ce que Foucault a nommé le doublet empirico-transcendental.

L'existence d'un moi représente un scandale théorique, un obstacle épistémologique infranchissable. Prisonnières du sensualisme à la Condillac, les lumières sont incapables de comprendre cet homme qu'elles vont mettre sur leurs autels. «Ainsi naissant, avec l'Homme, et dans un même coup d'Etat de la Raison, psychologie et politique, pédagogie et guerre moderne : pas de «politique rationnelle» sans psychologie capable de réduire l'inconnaissable du sujet pensant, pas d'Etat assuré sans pédagogie habile à produire en chacun la nécessaire «volonté générale» par arrachage de ce que Hegel appellera «le moment de la particularité»...»

On pressent pourquoi le destin des Lumières deviendra avec de plus en plus de certitude la Terreur et le cauchemar des guerres modernes. De cette terreur ressortira avec Goya, l'homme du peuple «aux dimensions d'un Christ des temps modernes pour figurer à jamais l'éternelle protestation des humiliés de la puissance.» Mais pour le comprendre vraiment, il faut poursuivre jusqu'au bout avec Le Bris l'itinéraire du XVIIIème siècle.

Celui-ci s'inscrit, en définitive, dans un triangle maudit. Le tableau moralisateur et idyllique de Greuze a son ombre portée qui pourrait bien être sa vérité, dans le démonisme effréné qui traverse également le siècle et qu'exalte Füssli comme la grande protestation de l'homme révolté. Mais ce démonisme révèle des puissances supérieures qui font trébucher l'individu et le broient. A moins que «le démonisme ne soit pas le serment, socialisé, expulsé hors de soi pour venir occuper le lieu laissé vacant par Dieu, d'où il pourra revenir sur chacun, comme sa Raison révélée, et le libérer enfin de ses tourments : Greuze alors, serait la vérité de Füssli, sa délivrance, dès lors que ses fureurs, par le serment liées, ouvrent à la possibilité d'un monde réconcilié.»

Ce monde «réconcilié» est celui que nous contemplons depuis deux siècles. L'idéologie et la religion de la guerre y ont régné souverainement. L'histoire divinisée a été vécue, théâtralisée, dans une mise en scène, belle comme l'Antique. Aussi la planète est-elle devenue un lieu d'immanence totale où toutes les puissances d'en haut et d'en bas continuent leur lutte infernale. Le paganisme n'a pas d'autre sens que cette totale immanence où l'esprit du monde se manifeste dans les héros, ces nouveaux demi-dieux dont le modèle premier avait fasciné Hegel : Napoléon Bonaparte.

Contre ce jeu d'enfer, Michel Le Bris plaide pour la grande Tradition qui laisse toutes grandes ouvertes les brèches vers la Transcendance. La gnose, si l'on veut : «J'ai voulu tenter de retrouver, comme lieu de résistance et lieu de symbolisation, une troisième dimension qui redonnerait au monde sa profondeur et à l'homme sa grandeur.» Cette dimension est celle de la dissidence intérieure, de la personne singulière, de ce XVIIIème siècle oublié qui voulut donner un autre sens aux droits de l'Homme que la Raison dans un ciel vide.

Gérard LECLERC

Michel Le Bris - **Le paradis perdu** - Grasset. En vente au journal : franco 73 F. Voir aussi l'importante préface donnée par Le Bris à la réédition du Rhin de Victor Hugo publié par Bueb et Reumaux.



ces hommes qui viennent du froid

Quelle forme revêt aujourd'hui l'espionnage soviétique en Occident ?

« L'homme qui fut arrêté et condamné aux Etats-Unis sous le nom de Rudolph Ivanovitch Abel s'appelaient en réalité William Guenrikhovitch Fisher. Le véritable Rudolph Ivanovitch Abel, lui-aussi officier du K.G.B., est mort la même année à Moscou et a été enterré au cimetière allemand. »

Pour intéressante qu'elle soit, cette rectification historique apportée par Cyrille Henkine (1) n'affecte nullement le « mythe Abel », le mythe du tout puissant service de renseignement soviétique, dont ce colonel du K.G.B. constituait l'un des meilleurs éléments.

L'affaire Abel était semble-t-il bien connue, quoiqu'un peu oubliée. Un agent soviétique de haut rang, implanté clandestinement aux Etats-Unis, est arrêté par le F.B.I. après plusieurs années passées à espionner au profit du K.G.B. Après un procès retentissant et quelques années de prison, ce Soviétique est échangé contre Francis Gary Power, le célèbre « espion volant » américain abattu à bord de son avion « U-2 » dans l'espace aérien soviétique.

C'est cette version simplifiée des événements que Cyrille Henkine, lui aussi ancien des services spéciaux soviétiques s'attache à mettre en pièces. Reprenant les déclarations des principaux intéressés, soulignant les incohérences, les contradictions et s'appuyant sur la connaissance très précise qu'il a des protagonistes de cette histoire et du milieu du renseignement, Henkine accredité avec force sa version des événements. Non, ce ne sont pas les fructueuses investigations des fonctionnaires du F.B.I. qui ont permis de venir à bout de celui qui est présenté (par les Occidentaux !) comme l'un des principaux piliers du renseignement soviétique à l'Ouest. Oui, c'est bien Moscou qui a délibérément sacrifié Fisher.

DU MYTHE ... A LA REALITE

Au delà de la lecture passionnante des péripéties de l'affaire Abel, c'est toute une vision du renseignement soviétique qui nous est donnée. Le K.G.B. -la même remarque vaut bien entendu pour

le G.R.U. (2)-, c'est d'abord un outil qui colle à la réalité. Il n'a pas été « primitivement constitué dans des cerveaux de génies perdus quelque part au fin fond de Moscou avant d'être transféré pour utilisation à l'Ouest. Il s'est constitué sur la base des relations concrètes existant entre les différents pays et, en particulier, en recherchant les points faibles de la société occidentale. »

D'où cet avertissement en forme de reproche adressé à nos sociétés qui font preuve d'une cécité aigue : « Il faut être complètement aveugle ou désirer l'être pour ne pas voir la stratégie d'ensemble de l'Union soviétique dans ses rapports avec l'Occident : ce qu'elle cherche avant tout, c'est à s'infiltrer en Occident par tous les moyens, à utiliser celui-ci au mieux de ses intérêts, à le diviser, le déstabiliser, le démoraliser, le tromper, l'embrouiller, l'effrayer, bref, à le conditionner en vue de la défaite à venir. »

Un autre aspect de cette réalité de l'institution du renseignement soviétique vue de l'intérieur, tient à la « grisaille plus forte que tout, et (à) la monotonie générale du système, lequel ne revêt de couleurs éclatantes et fortement individualisées que dans l'imagination avide de sensations fortes des Occidentaux. » En fait, l'espionnage soviétique, ce n'est rien d'autre que la « médiocrité à chaque nœud de l'intrigue, à chaque pas de tel ou tel des auteurs. »

LA FIN D'UNE EPOQUE ?

Le « mythe Abel » correspond-il encore à la réalité ? Autrement dit, les services de contre-espionnage occidentaux doivent-ils toujours vivre dans la hantise du « clandestin » ? A-t-on encore besoin d'homme comme Abel ? Cyrille Henkine se montre sur ce point excessivement catégorique : il ne s'agirait ni plus ni moins que d'un « anachronisme du même type que les navires à aube ou les pigeons voyageurs. Il doit en rester un certain nombre, mais on s'en sert peu. » A quoi bon d'ailleurs, puisque se trouve déjà sur place « l'énorme armée des représentants officiels de l'U.R.S.S. ? » Et puis, les services spéciaux soviétiques n'excellent-ils pas dans cet art consommé de la « désinformation » qui leur permet à distance d'égayer les cerveaux les mieux faits d'un certain nombre de hauts responsables occidentaux et ce, pendant des années.

C'est pourtant avec prudence qu'il convient d'accueillir cette affirmation sur l'anachronisme des « clandestins ». Sans doute les représentations officielles de Moscou à l'étranger et les techniques relativement sophistiquées employées par les Soviétiques suffisent-elles, en temps de paix, à assurer l'essentiel des tâches de renseignement. Faut-il pour autant perdre de vue l'utilité que présenteraient, en temps de guerre, des « clandestins » implantés de longue date, tant il est vrai, selon les termes même de Henkine, que l'Union Soviétique œuvre en vue de la « défaite à venir » de l'Occident ?

Jacques BLANGY

(1) Cyrille Henkine -L'espionnage soviétique, le cas Rudolph Abel- Ed. Fayard. Prix franco 75 F.

(2) Glavnoïe Razviedvatelnoïe Oupravlienié : G.R.U., service de renseignement dépendant de l'armée soviétique, concurrent du K.G.B., organe purement « civil ».

LE DÉSIR DE GUERRE

Thierry de Beaucé, expert en relations internationales et conseiller de Jacques Chaban-Delmas indique dans son livre, *Le Désir de guerre*, dont l'originalité réside dans sa très grande clarté, pourquoi les choix économiques et militaires américains imposent une stratégie mal adaptée à l'Europe et à la France. Refusant d'envisager le concept du « tout ou rien » que les stratèges gaullistes -dont le général Gallois- avaient mis en avant, l'état-major américain soumet l'Europe à une terrible contradiction : être l'objet principal de la guerre tout en souhaitant le « moindre mal » et imaginer dans le même temps des stades intermédiaires de riposte qui la rendent possible en augmentant les risques.

Aussi, explique Thierry de Beaucé sur un ton que n'aurait pas renié l'auteur des *Mémoires d'espoir*, la France doit jouer son propre jeu en Europe conformément à sa politique de toujours. Dénonçant tour à tour les ambiguïtés de l'arme nucléaire ; le mirage d'une défense européenne intégrée et l'absurdité des thèses atlantistes de la bataille de l'avant, l'auteur s'en tient au principe gaullien de la dissuasion tous azimuts « Cette liberté d'attendre » dont parle Thierry de Beaucé, nous permet de ne pas être totalement fasciné par la menace soviétique. « En nous référant aux schémas presque abolis du monde antérieur, on ne voit rien venir du monde qui le suit ». Cette attitude, conclut-il, nous condamnerait.

F.M.

Thierry de Beaucé, -Le Désir de guerre- Hachette, prix franco : 75 F

"royaliste" et ses lecteurs

Lancée il y a un mois notre grande enquête sur les lecteurs de «Royaliste» reçoit un très bon accueil si nous en jugeons par le nombre de questionnaires-réponses déjà reçus.

«Je tiens en premier lieu à vous féliciter, car c'est une très bonne initiative que cette enquête auprès de vos lecteurs qui prouve, si besoin est, le dynamisme de l'équipe de «Royaliste». Un journal qui demande l'avis de ses lecteurs sur des points importants de la vie... bravo !»

Cet extrait de la lettre d'un de nos lecteurs de Laon résume assez bien le courrier reçu à l'occasion de cette enquête. Deux critiques cependant nous ont été formulées auxquelles nous voulons répondre tout de suite : «L'enquête ne comporte pas de questions relatives à la qualité du journal». C'est vrai, mais ce n'est pas son but qui est de nous faire connaître le lecteur de «Royaliste». De plus, nos lecteurs répondraient sans doute moins nombreux à un questionnaire plus long et plus compliqué.

«Les réponses par oui-non ne permettent pas de nuancer certaines positions qui le mériteraient». C'est vrai également, mais dépourvu d'ordinateur pour traiter les résultats de l'enquête nous avons été obligés de simplifier afin de pouvoir exploiter manuellement les milliers de questionnaires attendus.

Nous ne commencerons le travail de dépouillement que dans les premiers jours de juillet, il est donc encore temps de répondre.

En particulier, nous souhaitons que les acheteurs du journal, même très occasionnels, y partici-

1er RESULTAT DE L'ENQUETE

Un peu plus de la moitié (54%) des lecteurs de «Royaliste» déclarent ne pas encore avoir acheté «La révolution tranquille» le livre de Bertrand Renouvin.

C'est navrant car cela prouve que nous n'avons pas bien fait comprendre à certains de nos lecteurs tout l'intérêt de ce livre, véritable manifeste de la N.A.R.

Le bon de commande (que vous trouverez en page 8 de ce journal) vous permettra de combler cette lacune si vous êtes parmi ces 54% de retardataires, et même si vous n'en faites pas partie, vous pourrez aussi utiliser ce bon pour acheter des exemplaires de «La révolution tranquille» pour donner à vos amis !

Des questionnaires sont à votre disposition en écrivant à «Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris. La qualité de notre enquête dépendra du nombre de réponses reçues. Tous nos lecteurs doivent donc y répondre depuis l'abonné, fidèle de la première heure, jusqu'au nouveau lecteur qui ouvre pour la première fois ce journal !

FINANCES

Eh oui, je vais encore parler d'argent ! L'approche de la période estivale est toujours un souci lancinant pour le «ministre des finances» de la N.A.R. Pendant plusieurs mois nos rentrées financières vont diminuer d'une manière notable, alors que nos échéances seront aussi lourdes. D'autant plus cette année que nos charges ont augmenté d'une manière sensible, en particulier le coût de fabrication de notre journal que nous n'avons pas encore répercuté sur le prix des abonnements ni sur celui du numéro.

De toutes façons nos lecteurs doivent savoir que le prix normal de l'abonnement -celui qui nous permettrait d'équilibrer nos frais

de fabrication - est celui de l'abonnement de soutien (200 F). Si volontairement, nous maintenons un tarif réduit de moitié par rapport à nos frais réels, c'est bien sûr, pour faciliter notre développement et notre diffusion vers de nouveaux lecteurs. Mais le «trou» ainsi creusé dans notre budget doit être comblé par ceux qui estiment que «Royaliste» doit exister, que notre journal tient une place, un créneau irremplaçable dans le combat royaliste aujourd'hui.

Ceux-là peuvent et doivent le faire, soit en souscrivant un abonnement de soutien, soit en versant le plus généreusement possible à notre souscription permanente.

Merci de répondre sans tarder à cet appel.

Yvan AUMONT

PARIS - Mercredis de la NAR

Tous les mercredis, conférence-débat à 20 h dans les locaux du journal, 17, rue des Petits-Champs (4ème étage)

Mercredi 17 juin : débat sur l'actualité politique au lendemain des élections.

Mercredi 24 juin : Notre invité sera Georges Hubert de Radkowski qui présentera son livre «Les jeux du désir».

Après la réunion, un repas froid est servi pour ceux qui le désirent (participation aux frais du buffet : 10 F)

BRETAGNE - Les samedi 1er et 2 août sera organisé par notre Fédération de Bretagne un Carrefour culturel breton qui se tiendra à proximité de Ploërmel.

Tous nos lecteurs -bretons ou non- présents dans la région à cette date sont conviés à y participer. Renseignements pratiques en écrivant à N.A.R. - B.P. 2536 - 35025 Rennes Cedex.

A LA LIBRAIRIE DE LA NAR ON SOLDE

Le service librairie contribue d'une manière très sensible à l'équilibre financier de la N.A.R. Nos stocks permanents comportent plusieurs centaines de titres. Du coup, comme tout magasin important nous organisons des soldes pour diminuer nos stocks durant l'été.

Deux jours de solde, les 27 et 28 juin dans les locaux du journal de 10h 30 à 12 h 30 et de 14h 30 à 20 h.

Important stock de livres d'occasion, des livres neufs avec des remises pouvant atteindre 30%. **Profitez-en.**

AIX-EN-PROVENCE -Dîner-débat le vendredi 19 juin. Bertrand Renouvin présentera le livre-manifeste de la N.A.R. : «La révolution tranquille».

Le dîner aura lieu à 20 h15 à la Table du Graal, 22, rue Lacépède. Participation aux frais : 65 F, étudiants et chômeurs : 55 F. Inscriptions en écrivant à N.A.R. - BP 38 - 13100 Aix-en-Provence.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (55 F), un an (95 F), de soutien (200 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

«J'ai mal à la France», disait récemment M. Chirac, tandis que d'autres du même bord, annoncent chaque jour que notre pays court à la catastrophe. Nous aussi, nous avons mal quand nous voyons la France laissée dans un si triste état après sept ans d'un «libéralisme avancé» conçu et appliqué, pour son plus grand profit, par la caste dont M. Chirac fait partie.

C'est dire que le parti de l'argent, hier tout dévoué à M. Giscard d'Estaing, aujourd'hui peureusement rassemblé derrière Jacques Chirac, ne mérite ni notre confiance ni nos suffrages. Quant au R.P.R., nous ne savons plus très bien s'il fait campagne pour devenir le principal parti de l'opposition parlementaire, ou la future aile droite d'un gouvernement de coalition. Le flou des intentions tant reproché au Parti socialiste, semble être la chose la mieux partagée.

Mais là n'est pas l'essentiel. Hors de toute considération tactique, il nous faut tenter d'apprécier, sans procès d'intention et sans verser dans l'illusion lyrique, les réalisations et les projets du nouveau pouvoir. Dans le domaine économique, il est incontestable que les mesures prises le 3 juin (augmentation du SMIC, du minimum vieillesse, des allocations familiales et de logement) sont à la fois conformes à la justice et nécessaires à la relance de notre économie. Et ce n'est pas ici que l'on se plaindra de l'impôt supplémentaire sur les gros contribuables et des prélèvements annoncés sur les profits des banques et des sociétés pétrolières.

LES CONDITIONS DE LA REPRISE

Nulle logique de catastrophe ne se cache derrière ces mesures à vrai dire peu surprenantes. Mais il serait vain d'en attendre une reprise fracassante de l'économie française. Car une politique de relance n'aura d'effets bénéfiques sur l'activité et l'emploi que dans le cadre d'une économie protégée des ravages commis par une concurrence extérieure sauvage. Cela, personne n'ose le dire, pas même Jacques Chirac qui s'est laissé prendre au piège d'un «libéralisme» de mauvais aloi. Pourtant il est certain que, sans cette protection, l'augmentation de la demande favorisera les produits importés qui dominent de plus en plus notre marché intérieur. Une politique de protection, tarifaire ou non, devrait donc être définie dès maintenant : mettant fin aux scandales commerciaux dont nous sommes victimes à l'intérieur du marché commun, décourageant la politique



par
bertrand
renouvin

les ambiguïtés de la politique socialiste

agressive des Etats-Unis, du Japon et des multinationales, elle permettrait la reconquête du marché français sans pour autant entraver nos propres exportations. Après tout, les Etats-Unis et le Japon ne donnent-ils pas l'exemple d'un protectionnisme rigoureux, qui n'a jamais contrarié leur stratégie de conquête des marchés européens ?

Mais il faudra aussi qu'une nouvelle politique industrielle accompagne cette nécessaire redéfinition de nos relations économiques extérieures : une politique de protection serait insuffisante si les grandes entreprises capitalistes continuaient à installer des unités productives à l'étranger pour jouer le jeu de la «compétitivité». Nous avons souvent démontré que cette «compétitivité» était en pratique illusoire, et qu'elle ne devait pas devenir une règle absolue, à laquelle seraient sacrifiées nos capacités productives nationales et l'emploi des Français. D'où l'intérêt d'une politique de nationalisations, qui empêcherait le rachat de nos firmes et qui permettrait le contrôle de nos investissements à l'étranger. Là

encore, trop de lenteur nuirait.

QUELLE DECENTRALISATION ?

Dans le domaine des grands projets, la décentralisation va prendre une place particulièrement importante dans les prochains mois. Nous nous féliciterons évidemment de cette «révolution tranquille» (c'est l'expression de ... Pierre Mauroy) qui fera naître des assemblées régionales dotées de larges pouvoirs. Deux ambiguïtés demeurent cependant : — la première a trait à l'existence d'un grand parti centralisé, gouvernemental, à la volonté de puissance bien affirmée. Le risque est que, par le biais de son appareil et de ses notables, par désir de bien «tenir» le pays, ce parti vide de tout contenu l'autonomie juridiquement réalisée. Les féodalités politiciennes qui existent déjà, à Marseille comme à Bordeaux, se multiplieraient et la centralisation partisane remplacerait celle de l'Etat. Enfin, la question de l'arbitrage, essentiel pour que cohérence et convergence demeurent, ne pourrait être résolue par un gouvernement politiquement lié à certaines assemblées régionales et contesté par d'autres.

— la seconde ambiguïté concerne l'avenir de notre système éducatif. Sans entrer dans les polémiques actuelles, sans faire de procès d'intention, force est de constater que les déclarations gouvernementales sur le «grand service public de l'éducation» sont contradictoires avec le projet de décentralisation. Si le gouvernement souhaite une large décentralisation, il ne peut vouloir en même temps intégrer l'enseignement libre; bien au contraire, l'affirmation des autonomies régionales devrait s'accompagner d'un respect de l'enseignement confessionnel et d'une complète décentralisation de notre système éducatif qui à terme devrait conduire à la suppression du ministère de l'Education nationale. Malheureusement, les déclarations confuses de M. Savary laissent penser que certains sont plus attachés aux vieilleseries laïcardes qu'au respect d'une liberté essentielle.

Ces brèves remarques sur les ambiguïtés du programme gouvernemental nous empêchent de donner un chèque en blanc au Parti socialiste. S'il nous paraît nécessaire d'éliminer les candidats du parti de l'argent, et ceux qui ont défendu l'invasion de l'Afghanistan, c'est en fonction des tendances et des personnalités que nous accorderons notre soutien aux candidats des autres partis. Car, sous Giscard comme sous Mitterrand, la liberté demeure notre critère. Qu'il s'agisse de l'Etat, de la nation, ou des diverses communautés qui y vivent.

Bertrand RENOUVIN